

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 04/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

Usine de Boussens - Estarac
31360 BOUSSENS

Références : 2022/0611-JLR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine de Boussens - Estarac 31360 BOUSSENS. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE
- Usine de Boussens - Estarac 31360 BOUSSENS
- Code AIOT dans GUN : 0006802544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'entreprise BASF produit sur ce site, à partir d'huiles végétales (colza, tournesol, soja, palme et palmiste), et notamment grâce à une unité d'hydrogénation, des alcools gras sous forme liquide ou solide, des esters méthyliques, de la glycérine, des esters de spécialité et des stérols végétaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sous-traitance (action nationale 2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

BASF dispose d'une organisation qui prend en compte explicitement l'intervention d'entreprises extérieures. L'application de cette organisation apparaît rôdée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation (liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Une liste avec 32 sous-traitants disposant d'un plan de prévention annuel au 31/03/2022 a été présentée. À cette liste, peuvent être ajoutés environ 30 sous-traitants avec un plan de prévention ponctuel. L'exploitant a précisé la liste des intervenants extérieurs présents le jour de la visite. Le plan de prévention ponctuel du 07/01/2022 pour du prestataire intervenant sur la mise en place et la maintenance de la détection incendie a été examiné. Sa certification MASE est en cours d'acquisition. BASF incite fortement ses sous-traitants à disposer de cette certification. Il a pu être constaté que ce prestataire faisait lui-même intervenir un sous-traitant. L'exploitant a indiqué qu'il pouvait accepter dans un plan de prévention un sous-traitant de niveau 1 et même ponctuellement un autre de niveau 2. Toutefois, dans le plan de prévention du 07/01/2022 présenté, le nom du représentant de ce sous-traitant en cascade n'est pas précisé et aucune indication ou exigence à son encontre, comme la certification MASE ou une habilitation risques chimiques n'y figure non plus.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La procédure PR-0264 rév. 5 Gestion du personnel extérieur intervenant sur le site de Boussens a été présentée. En plus de cette procédure, l'exploitant dispose d'instructions, notamment : INST-1760 rév. 4 Permis de travail – permis de feu – permis de pénétrer – prolongation de permis INST-1835 rév. 1 Gestion et utilisation des plans de prévention pour l'usine de Boussens Inst 1760-1 Livret Permis de Travail version 4 du 10/09/2021 Inst 1760-2 Livret Permis de Feu version 4 de 2021 Le bilan de la dernière évaluation annuelle des prestataires (1 fois par an systématiquement depuis 2017, avec état des lieux en 2013) réalisée le 7/01/2022, a montré que l'habilitation DT40 (UIC) sur les risques chimiques n'était plus requise du fait de l'exigence MASE visée. La procédure va évoluer pour prendre en compte ce changement. Cette évaluation comprend une matrice de notation basée sur plusieurs critères. Dans le bilan présenté, il peut être noté la perte de la certification MASE pour un prestataire avec une analyse ponctuelle pour maintenir ou redemander la ré-acquisition du MASE. BASF a demandé à son prestataire de ré-obtenir son habilitation MASE qui sera vérifiée en fin d'année. Le plan de prévention renvoie vers des consignes d'intervention spécifiques par atelier. Les risques particuliers sont mentionnés dans le permis de travail. Une visite annuelle se déroule tous les ans entre le représentant du sous-traitant et le coordonnateur sécurité. Pour les plans de prévention ponctuels, une visite a également lieu avant le chantier avec le représentant du sous-traitant.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La liste au 31/08/2021 désignant les personnes habilitées pour valider des permis de travail / de feu a été présentée. Cette liste comporte une matrice précisant les habilitations selon le champ particulier d'évaluation des risques. Le permis de feu est délivré pour une journée au maximum. Un contrôle du poste de travail par point chaud est prévu systématiquement 30 minutes après la fin de l'intervention. L'exploitant a précisé que cette durée était fixée par son groupe, toutefois sans document pouvant justifier cette doctrine. Pour rappel, le guide IRSN ED6030 sur le permis de feu prévoit une surveillance à réaliser pendant 2 h au moins après l'arrêt des travaux.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Une copie du permis de travail et éventuellement du permis de feu est affichée sur un tableau en salle de commande. Aucun permis de feu n'était en cours d'utilisation au moment de l'inspection.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation (procédures d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Outre les consignes figurant dans le plan de prévention, pour obtenir un badge d'accès, tout nouvel entrant sur le site visionne un petit film sur la sécurité du site explicitant notamment la conduite à tenir en cas de déclenchement des sirènes. Un formulaire (n°734) de bon visiteur est également alors fourni. Plusieurs sous-traitants présents ont été interrogés sur le point de rassemblement et le numéro d'urgence à appeler en cas constat odeur bizarre, fuite, etc. Les consignes sont apparues connues.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Un rapport portant sur l'exercice POI du 18/05/2022 a été présenté. L'exercice comportait notamment une évacuation du personnel présent sur le site qui concernait donc aussi les prestataires présents. La disponibilité rapide de la liste d'évacuation à la date du jour de l'inspection et à l'horaire de 15h39 a été présentée. Les prestataires interrogés par l'inspection figurent bien sur cette liste.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant incite fortement ses sous-traitants à détenir la certification MASE afin qu'ils disposent d'un dispositif de management de la sécurité. Une formation accueil sécurité lors de la délivrance du badge d'accès. Cette formation est gérée par le poste de garde. Et une présentation des risques spécifiques au chantier est diligentée par le donneur d'ordre. Par ailleurs, l'exploitant organise aussi des actions de sensibilisation appelées Global Safety Days. La participation des sous-traitants présents sur site est libre. Enfin, les chefs des entreprises sous-traitantes sont conviés 2 fois par an à un Safety breakfast afin de pouvoir évoquer des retours d'expérience et passer des recommandations.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le contenu de la vidéo d'accueil sécurité n'appelle pas d'observation. L'information systématique des intervenants sur les éventuels risques spécifiques avant démarrage du chantier, donnée par le donneur d'ordre, apparaît pertinent.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le visionnage de la vidéo sécurité a lieu lors de l'octroi du badge sécurité. Un effacement automatique des noms d'affectation des badges ponctuels a lieu tous les 3 mois. Cette disposition conduit alors à un renouvellement forcé du visionnage de la vidéo sécurité. En revanche, dans le cas des badges permanents délivrés aux sous-traitants, il n'existe aucune traçabilité du renouvellement de l'accueil de sécurité. Les badges ont une validité d'un an mais aucune exigence de revisionnage de la vidéo sécurité n'est prévue avant le renouvellement badge.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La liste des personnes assistant à la vidéo sécurité est suivie par le poste de garde, au travers des modalités de la délivrance des badges d'accès.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La délivrance du badge d'accès requiert le visionnage préalable de la vidéo sécurité.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La vidéo sécurité est mise à jour en tant que de besoin. Le suivi de cette vidéo est relié à la délivrance du badge d'accès.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les habilitations propres à leurs intervenants résultent de l'engagement du chef d'entreprise sous-traitant figurant dans le plan de prévention.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Aucune spécificité propre à la notion mesure de maîtrise de risque (MMR) n'est fixée dans les procédures et instruction pour la sélection des sous-traitants ou pour leur intervention. Si besoin, des spécificités sont indiquées dans le plan de prévention et le permis de travail en fonction de l'évaluation à l'image de tout chantier.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet